JOURNAL EN FRANÇAIS FACILE

Affaire Epstein: documents cachés aux États-Unis / Le Premier ministre canadien en Inde / L'ONU et les crédits carbone...

????? 26/02/2026 - 21:00

?? :

Bonjour à toutes et à tous. Soyez les bienvenus à l'écoute de RFI - Radio France Internationale en direct de Paris. Il est 17 heures.

Le Journal en français facile.

Sophie Pouzeratte.

16 heures en temps universel.

Nous sommes le jeudi 26 février. Voici les titres de cette édition :

Le couple Clinton appelé à témoigner dans le cadre de l'affaire Epstein. Une affaire qui met, aussi, l'administration Trump dans l'embarras. Des médias et des élus du camp démocrate accusent le gouvernement d'avoir caché des documents qui visent directement le président américain.

Le Premier ministre du Canada en route pour l'Inde. Les deux pays veulent renouer des liens commerciaux après des années de tensions diplomatiques.

On parlera aussi des crédits carbone. Ils permettent à une entreprise de compenser sa pollution en finançant des projets écologiques. L'ONU vient de valider l'un de ces projets, en Corée du Sud. Mais les crédits carbone sont, aussi, critiqués, vous l'entendrez.

L'affaire Epstein continue de faire la une de l'actualité partout dans le monde, et, notamment, aux États-Unis. L'ancienne cheffe de la diplomatie américaine, Hillary

Clinton, doit témoigner, aujourd'hui, devant des membres du Congrès. Et son mari, l'ancien président démocrate Bill Clinton, sera entendu, demain, sur ses liens avec l'ancien homme d'affaires et criminel sexuel, mort en prison en 2019. Une affaire qui embarrasse, aussi, l'administration Trump. Ces dernières semaines et ces derniers mois, près de trois millions de documents ont été rendus publics. Mais des médias américains et des élus démocrates accusent le ministère de la Justice d'avoir caché des documents concernant l'actuel président, Donald Trump. Par exemple, le témoignage d'une femme qui l'accuse d'agression sexuelle quand elle était mineure, ce qui veut dire qu'elle était âgée de moins de 21 ans, selon la loi américaine. Le gouvernement s'est finalement engagé, ce mercredi, à examiner, encore une fois, les documents. Justine Fontaine.

Et si des fichiers ont été « mal classés » – c'est l'expression utilisée –, ils seront, « bien sûr, publiés », a

assuré, ce mercredi, le ministère de la Justice dans un communiqué. Avant cela, il assurait qu'aucun fichier n'avait été ni caché ni supprimé, sauf des doublons ou des documents que la loi interdit de publier, pour protéger l'anonymat et la dignité des victimes, par exemple, ou parce qu'ils concernent une enquête fédérale qui serait toujours en cours. La radio publique NPR et le quotidien le New York Times ont révélé, ces derniers jours, que, dans le dossier, il existait au départ plusieurs notes du FBI, des résumés du témoignage d'une femme entendue en 2019. Elle assurait alors avoir été agressée sexuellement par Donald Trump quand elle avait 13 ans, et, aussi, par Jeffrey Epstein. Seule une de ces notes, qui ne mentionne pas Donald Trump, a, finalement, été rendue publique. Des élus démocrates à la Chambre des représentants dénoncent « la plus grande opération de dissimulation du gouvernement dans l'histoire moderne » – fin de citation. Donald Trump, lui, a démenti les accusations

de violences sexuelles contre lui. Le ministère de la Justice parlait, mardi encore, d'allégations « fausses » et « infondées » contre le président.

Justine Fontaine.

L'affaire Epstein qui implique de nombreuses personnalités à l'échelle internationale. Le chef du Forum de Davos – une organisation qui réunit des patrons d'entreprises multinationales – en fait partie. Il a annoncé sa démission, ce jeudi.

En France, l'Iranienne Mahdieh Esfandiari est condamnée à un an de prison ferme pour apologie du terrorisme ; c'est-à-dire qu'elle est reconnue coupable d'avoir défendu, d'avoir justifié un acte terroriste. La justice lui interdit, aussi, définitivement d'être sur le territoire français. Elle pourrait servir de monnaie d'échange avec deux Français, Cécile Kohler et Jacques Paris, qui ne peuvent toujours pas sortir de

l'ambassade de France en Iran, après plus de trois ans de détention. Mais Mahdieh Esfandiari dit vouloir faire appel de la décision de justice, et, si elle le fait, l'affaire devra être jugée à nouveau, par la cour d'appel.

Autre décision, celle de la justice allemande. Elle estime que le parti politique de l'AFD n'est pas un parti extrémiste de droite confirmé. Le tribunal affirme que, malgré [de] forts soupçons, l'AFD ne montre, pour l'instant, pas de tendance hostile à la Constitution. La cheffe du parti se félicite de cette décision. Sur le réseau social X, elle parle d'une « grande victoire pour la démocratie ».

Le Canada cherche de nouveaux alliés commerciaux.

Après s'être rendu en Chine au mois de janvier, le Premier ministre canadien, Mark Carney, est en route vers l'Inde pour une visite officielle. Il rencontrera son homologue, Narendra Modi, à New Delhi. C'est une

visite qui a lieu alors que les liens entre le Canada et l'Inde ont été très affaiblis en 2023. Ottawa avait accusé l'Inde d'avoir programmé l'assassinat d'un séparatiste, membre de la communauté sikhe et naturalisé canadien. Des relations qui s'améliorent, notamment depuis le sommet du G20, en novembre dernier, en Afrique du Sud. La brouille diplomatique entre les deux pays est, donc, en train d'être définitivement oubliée. Pierre Olivier.

C'est une visite placée sous le signe du commerce et de l'énergie. Droits de douane imposés par Donald Trump obligent, le Canada et l'Inde veulent diversifier leurs partenariats commerciaux pour se défaire de leur dépendance aux États-Unis. Ottawa et New Delhi devraient donc conclure, ou, du moins, discuter, de futurs accords gagnant-gagnant. L'Inde, pays le plus peuplé au monde, est aussi le marché qui connaît la croissance la plus rapide. Alors, le Canada entend doubler ses échanges commerciaux d'ici 2030. Outre

les produits pharmaceutiques, les bijoux ou les fruits de mer que le sous-continent exporte au Canada, les futurs accords devraient concerner des secteurs plus stratégiques. Pour réduire sa dépendance à la Chine, l'Inde espère que le Canada pourra soutenir sa demande en métaux rares, mais, également, lui apporter son expertise dans le nucléaire civil, ainsi que de l'approvisionnement en uranium. De son côté, New Delhi voit dans le Canada un débouché idéal pour ses technologies en énergies propres. Enfin, les échanges universitaires devraient, aussi, être au menu des discussions. 400 000 Indiens fréquentent, déjà, les universités canadiennes.

Les explications de Pierre Olivier.

Vous écoutez RFI et vous avez bien raison.

Il est 18 h 06 à Khartoum, au Soudan, où un avion des Nations unies a atterri, aujourd'hui, pour la première fois

depuis le début de la guerre qui fait rage dans le pays. Le conflit a démarré au mois d'avril 2023 entre l'armée et les forces paramilitaires. Et, depuis, aucun avion humanitaire de l'ONU n'avait pu atterrir avant ce jeudi. L'ONU dévoile, aussi, un très lourd bilan. Le nombre de personnes civiles tuées dans cette guerre est deux fois plus important en 2025 qu'en 2024.

Les Nations unies qui donnent leur feu vert à un nouveau projet de crédit carbone. Cela fait des années que les entreprises polluantes utilisent ce système. Il permet à une entreprise de compenser la pollution qu'elle émet en finançant des projets écologiques. Mais, maintenant, les pays se sont mis d'accord pour fixer des règles internationales et encadrer ces mécanismes. Des règles inscrites dans l'Accord de Paris sur le changement climatique. Le problème, c'est que les crédits carbone sont très critiqués pour leur manque d'efficacité. Ils sont, aussi, accusés de favoriser le greenwashing : c'est une manière de se donner une

fausse image de responsabilité écologique. L'ONU vient de valider un projet sud-coréen de crédit carbone. Jeanne Richard nous explique tout ça.

La Corée du Sud est le huitième pays le plus émetteur de gaz à effet de serre dans le monde. Et, selon l'Accord de Paris, un pays pollueur peut échanger une part de ses émissions contre le financement de projets verts, la plupart du temps dans des pays en développement. Concrètement, la Corée du Sud va payer pour un programme de cuisson propre en Birmanie. Sur le papier, il s'agit d'éviter ainsi les feux de charbon et de bois, qui aggravent le changement climatique, et, au passage, protéger les forêts et réduire la pollution de l'air. En échange, le pays recevra des crédits carbone, qui l'aideront à réduire le total de son empreinte climatique. Les crédits carbone sont, depuis longtemps, utilisés par les entreprises polluantes dans le monde, mais leur efficacité réelle pour la planète est souvent surestimée. La plupart du temps, les projets ne

respectent pas les communautés locales et, sur le principe, le fait de payer pour un projet mal ficelé à l'étranger au lieu de faire l'effort de se décarboner à domicile est assimilé à du greenwashing. Face à ces critiques, l'ONU assure que l'Accord de Paris prévoit, désormais, des garde-fous solides pour garantir l'efficacité et l'intégrité de ces crédits carbone. Et des centaines d'autres projets attendent d'être approuvés.

Les explications de Jeanne Richard.

Un mot de culture, à présent. Plus que quelques heures avant de connaître les lauréats du cinéma français. Ce soir, la cérémonie des César aura lieu. Qui succédera au gagnant de l'an dernier, le film Emilia Pérez, réalisé par Jacques Audiard ? C'est la grande question. Malgré les dix nominations du film Nouvelle Vague, l'édition 2026 s'annonce particulièrement indécise vu l'absence de succès incontestable dans les salles de cinéma françaises.

C'est la fin de cette édition du Journal en français facile. Merci de nous avoir écoutés. Où que vous soyez sur la planète, vous pouvez la réécouter sur le site internet du Journal en français facile et, bien sûr, sur notre application RFI Pure Radio.

Je vous donne rendez-vous demain, à 16 heures en temps universel, pour une nouvelle édition.

Et, à présent, c'est l'heure de retrouver Annie Gasnier pour Radio Foot Internationale. Bonsoir, Annie.

Bonsoir, Sophie. Nous parlerons, évidemment, de Ligue des champions, aujourd'hui, avec la fin des barrages. Les retours se sont joués hier soir et avant-hier.